

70.31.01 Gardiennage

1. Base réglementaire PSN	
Fonds	FEADER
Type d'intervention RDR 4	Engagements en matière d'environnement et de climat et autres engagements en matière de gestion
Base réglementaire : article du PSN	article 70.31
Intitulé dispositif régional NAQ	Gardiennage
Indicateurs de résultats associés	R.32 Investissements liés à la biodiversité dans les exploitations agricoles : nombre d'exploitations agricoles recevant une aide pour des investissements contribuant à la biodiversité
Indicateurs de réalisation associés	O.14 : Nombre d'hectares (à l'exclusion de la sylviculture) -ou nombre d'autres unités couverts par des engagements en matière d'environnement ou de climat qui vont au-delà des exigences obligatoires
Description du dispositif régional (objectifs, enjeux, périmètre)	<p>Le maintien de la compétitivité des activités agricoles en zone de montagne a été identifié comme l'un des axes de la stratégie régionale agricole de Nouvelle-Aquitaine.</p> <p>Les systèmes agricoles en zone de montagne et dans les espaces naturels à vocation pastorale doivent être maintenus pour valoriser ces pratiques favorables à la préservation de l'environnement.</p> <p>Les surcouts liés à la présence de gardiens éleveurs ou salariés en estives doivent être compensés pour permettre la poursuite d'une activité économique pour compléter la ressource fourragère en maintenant des milieux ouverts</p> <p>Les projets doivent être localisés dans les zones de pastoralisme traditionnel, c'est-à-dire :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ la zone « Massif Pyrénéen » (décret du 16 janvier 2004 modifié par décret du 8 septembre 2016), ainsi que la commune pastorale d'Urrugne reconnue par arrêté du Préfet du département. ○ la zone « Massif central » (décret du 16 janvier 2004 modifié par décret du 8 septembre 2016) correspondant aux 3 départements limousins (Haute-Vienne, Corrèze, Creuse) ○ la zone à vocation pastorale de Dordogne définie par arrêté du Préfet du département.
Date indicative de démarrage du dispositif	Année 2024.
2. Eligibilité	
Bénéficiaires éligibles	<p>- les exploitations agricoles qui rentrent dans l'une des trois catégories ci-dessous :</p> <p>1/ Agriculteur actif personne physique, assuré pour son</p>

	<p>propre compte contre les accidents du travail et les maladies professionnelles sous un régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles (ATEXA). En outre, pour une personne physique ayant dépassé l'âge de 67 ans, elle ne doit pas avoir fait valoir ses droits à la retraite.</p> <p>2/ Agriculteur actif personne morale exerçant sous forme sociétaire (à l'exclusion des SCI et GFA), remplissant les conditions suivantes cumulatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'objet de la société est agricole, ET • au moins un associé respecte les conditions fixées pour une personne physique¹, ou en l'absence, l'ensemble des dirigeants doivent relever du régime de protection sociales des salariés des professions agricoles, ne pas avoir fait valoir leurs droits à la retraite dès lors qu'ils ont dépassé 67 ans, et détenir directement conjointement plus de 25% de parts sociales de la société qu'ils dirigent. <p>3/ Agriculteur actif personne morale exerçant sous forme d'association ou de Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) remplissant les conditions suivantes cumulatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'objet de l'association ou de la SCIC est agricole, ET • au moins un adhérent ou associé respecte les conditions fixées pour une personne physique ou morale <p>- les entités collectives : Associations pastorales, Gestionnaires collectifs de zones pastorales, Associations Foncières Pastorales (AFP), Groupements Pastoraux (GP), Commissions syndicales, Collectivités territoriales à vocation pastorale, Groupements d'employeurs.</p> <p>Les conditions d'éligibilité sont vérifiées exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées dans le cahier des charges des appels à projets.</p>
Conditions d'éligibilité	<p>Les demandeurs sont éligibles s'ils assurent le gardiennage à temps plein d'un troupeau collectif en estive ou en zone pastorale (ovins, caprins, bovins, asins ou équins) ou le gardiennage à temps plein d'un troupeau individuel en estive ou en zone pastorale en système laitier avec traite effective.</p> <p>Cohérence avec les plans de développement : <u>L'Instance de Concertation Montagne/Pastoralisme du PSR est consultée pour avis sur la cohérence des différents</u></p>

1 L'associé doit être affilié à l'ATEXA au titre de son activité au sein de la société. Cela signifie qu'il doit être considéré par la MSA comme participant aux travaux au sein de la société.

	programmes (PSR, CPIER, Plan Montagne, Plan Avenir Pastoralisme) avec l'ensemble des partenaires : - pour les communes du Massif des Pyrénées et du Massif Central : les projets en cohérence avec le Contrat de Plan Inter-régional Etat-Régions pour le Massif des Pyrénées et pour le Massif Central (CPIER) 2021-2027, - pour les communes de la zone à vocation pastorale de Dordogne définie par le préfet de département : les projets en cohérence avec les plans de développement du pastoralisme*².
Coûts éligibles	Les dépenses de gardiennage éligible à cette intervention sont: - Coûts salariaux des gardiens salariés (application de forfaits), - Coûts de prestations externes facturés pour les gardiens prestataires (application de forfaits), (valeur réelle), - Surcouts de gardiennage par les éleveurs gardiens (application de forfaits)
Inéligibilités	Frais généraux
Eligibilité temporelle des dépenses	Dépenses éligibles à compter du dépôt de la demande d'aide, après parution de l'appel à projets
Eligibilité géographique	Les projets éligibles concernent le gardiennage effectué dans les zones Montagne ou dans une zone à vocation pastorale définie par arrêté du Préfet de département, et en dehors des cercles C0 et C1 des zones de prédation définies par arrêté préfectoral. Toutefois, le gardiennage effectué dans les cercles C0 et C1 est éligible à la mesure 70.31.01 Gardiennage régional : - Pour les troupeaux constitués d'espèces non éligibles à l'appel à projet relatif à l'aide à la protection des exploitations et des troupeaux contre la prédation du loup et de l'ours (intervention 70.26 du PSN) Ou - Lorsque la durée de présence cumulée du troupeau dans les cercles C0 et C1 est inférieure à 30 jours, quelles que soient les espèces concernées par le gardiennage. Siège d'exploitation, siège social ou administratif en Nouvelle-Aquitaine, avec exclusion des prestations réalisées sur les zones pastorales situées dans les autres régions françaises.
Ligne de partage PSR/crédits régionaux et nationaux	Aucune autre aide publique ne soutient les actions décrites dans cette fiche, il n'y a pas de risque de double financement.
Ligne de partage FESI	Les GAL ne pourront pas mobiliser leur enveloppe LEADER pour des typologies d'actions éligibles au présent dispositif.
3. Modalités d'octroi de l'aide	
Principes de sélection	Les dossiers seront sélectionnés sur la base des principes de

² [Sous réserve de la validation de la version 4 du PSN en cours de modification](#)

	<p>sélection suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Projets favorisant l’embauche de salariés pastoraux • Projets favorisant l’adaptation aux contraintes environnementales, dont N2000 • Projets permettant le maintien de la traite en estives • Projets permettant la présence prolongée des gardiens en estives • Projets permettant la valorisation d’estives éloignées ou en déprise, et de la zone intermédiaire • Projet valorisant la mutualisation des pratiques de gardiennage par la constitution de Groupements Pastoraux (GP) ou par le recours à un groupement d’employeurs.
Fonctionnement du dispositif	Appel à projets
Bonifications éventuelles	
Montants et taux maximum d’aide publique	<p>Taux maximum d’aide publique :</p> <p>Pour le gardiennage, les taux applicables seront :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 60 % pour le gardiennage effectué par un gardien-éleveur dans le cas général, hors sites Natura 2000 à DOCOB validés • 65 % pour le gardiennage effectué par un gardien-éleveur pratiquant la traite en estive pendant au moins un mois, hors sites Natura 2000 à DOCOB validés • 70 % pour le gardiennage effectué par des <u>gardiens</u> salariés <u>ou</u> par <u>des gardiens par</u> prestation de service <u>et</u> • <u>70%</u> pour tous les dossiers dans les zones Natura 2000 à DOCOB validés. <p>Les taux d’aide publique seront précisés dans les documents de mise en œuvre.</p>
4. Nature et montant de l’aide	
Taux de cofinancement FEADER	80%
Type de soutien	Subvention
Top up	Non concerné <u>Qui</u>
Co financeurs principaux/ponctuels	Région
5. calcul du montant de l’aide	
Plancher (en dépenses éligibles)	Non concerné
Plafonds (en dépenses éligibles)	<p>La durée de gardiennage sera plafonnée à 5 mois maximum pour tous les modes de gardiennage pour les Pyrénées-Atlantiques.</p> <p>La durée de gardiennage sera plafonnée à 6 mois maximum pour tous les modes de gardiennage pour les départements limousins <u>et pour le département de la Dordogne</u>.</p> <p>Les durées maximales retenues seront précisées dans les documents de mise en œuvre.</p>

	Des plafonds supplémentaires pourront être mis en place dans les documents de mise en oeuvre.
Modalités de versement	Un seul paiement (solde)
Recours à des options de coûts simplifiés (OCS)	<ul style="list-style-type: none"> • gardiennage effectué par un salarié: application de barèmes standards de coût unitaire en fonction des catégories d'emploi. • gardiennage effectué par prestation de service: application de barèmes standards de coût unitaire en fonction des catégories d'emploi. • gardiennage effectué par un éleveur-gardien: application de barèmes standards de coût unitaire en fonction des catégories d'emploi. <p>Les modalités d'application de ces OCS seront précisées dans les documents de mise en œuvre.</p>
Précisions éventuelles sur le calcul appliquées à certaines catégories de dépenses	Calcul par catégories d'emplois en référence à la dernière convention nationale d'embauche des gardiens salariés en vigueur
Réglementation aides d'Etat	- Soumis à l'article 42 TFUE
Maintien des dépenses	Non concerné